



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

# ARRETE MUNICIPAL PM-267-2024

## Portant autorisation d'Occupation du Domaine Public

Le Maire de la Roquebrussanne,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6,

**Vu** le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.3341-1 et suivants et R.3353-1 relatifs à la répression de l'ivresse publique et les articles L.3342-1 et suivants relatifs à la protection des mineurs contre l'alcoolisme,

**Vu** le Code de la Route, notamment les articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1, R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

**Vu** l'article R.610-5 du Code Pénal relatif à la répression des violations aux arrêtés municipaux,

**CONSIDERANT** la demande formulée par Monsieur FRENDO Guillaume, président de l'association « La Pause Thé'Tine » relative à l'organisation d'un « Solidarissole 2024 » le samedi 26 octobre 2024,

**CONSIDERANT** que des restrictions de stationnements et de circulations sont nécessaire afin d'assurer la sécurité du public,

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Les associations « La Pause Thé'Tine », « La passerelle du val d'Issole », « les jardins de l'Issole », « AMAP Les Paniers de l'Issole » sont autorisées à occuper le domaine public sur la place Gueit et l'esplanade des Craux, le samedi 26 octobre 2024 de 09h00 à 18h00 dans le cadre de l'organisation d'un « Solidarissole 2024 ».

### ARTICLE 2 :

Afin de sécuriser l'évènement, la portion de route, de l'intersection avenue Saint - Sébastien / rue des Cloches au n°1 avenue Saint-Sébastien, est interdite à la circulation et au stationnement, le samedi 26 octobre 2024 de 09h00 à 18h00.

Les permissionnaires ont en charge la sécurité de la manifestation.

A cet effet, il pourra leur être demandé de positionner des dispositifs dits « anti-béliers » à la périmétrie de la manifestation ainsi que la mise en place des panneaux de déviations.

### ARTICLE 3 :

**Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tous agents des Forces de Sécurité Intérieures habilités à dresser procès-verbal, conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.**

**Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.**

**ARTICLE 4 :**

Les permissionnaires veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de leur activité. Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration, dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des permissionnaires.

**ARTICLE 5 :**

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le pétitionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

Cet arrêté n'ouvre pas dérogation à l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 7 :**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication ; ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse de la commune si un recours administratif gracieux a été déposé. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

**ARTICLE 8 :**

Monsieur le Maire La Roquebrussanne, monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le jeudi 26 septembre 2024

Le Maire  
**Michel GROS**

